



## UN APPEL POUR UN CLIMAT TRANSFORMATEUR POUR ACCÉLÉRER L'ACTION CLIMATIQUE

*Une déclaration de l'Alliance Panafricaine pour la Justice Climatique (PACJA) lors de la Conférence de Bonn sur le changement climatique 2023 SB 58*

***Bonn, Allemagne ; 06/06/2023***

Nous, la société civile africaine sous les auspices de l'Alliance panafricaine pour la Justice Climatique (PACJA), sommes ici à Bonn pour exprimer nos préoccupations et nos demandes au nom des millions d'Africains qui souffrent des effets du changement climatique.

Nous sommes ici pour rappeler aux Parties à la CCNUCC leurs obligations morales et juridiques de protéger notre planète et nos peuples de la menace existentielle du réchauffement climatique. Nous sommes ici pour les tenir responsables de leurs actions et inactions qui ont provoqué et exacerbé cette crise.

L'Afrique est en première ligne de la crise climatique. Nous vivons les pires effets d'un problème que nous n'avons pas créé. Nos communautés sont confrontées à une grave pénurie d'eau, à de mauvaises récoltes, à la malnutrition, à des maladies, à des déplacements, à des conflits, à des vagues de chaleur et à des pertes de vies humaines dues au changement climatique. Nos ressources naturelles et nos écosystèmes subissent une immense pression du fait du changement climatique et d'autres activités humaines. Nos perspectives de développement et nos aspirations sont sapées par un soutien et un financement insuffisants de la part de la communauté internationale.

Nous ne sommes pas ici pour demander la charité ou la sympathie. Loin de là. Nous sommes ici pour exiger justice et équité ; exiger des parties, notamment du Nord, qu'ils cessent de tergiverser ; les inviter à écouter la voix des personnes, en particulier celles qui sont les plus vulnérables et les plus marginalisées, et à agir conformément aux meilleures données scientifiques disponibles et aux principes d'équité et de responsabilités communes mais différenciées.

Nous sommes ici pour appeler les pays riches à faire preuve de leadership et de courage dans la lutte contre cette crise qui menace notre avenir commun. Nous sommes ici pour leur demander d'agir maintenant avant qu'il ne soit trop tard.

**Plus précisément, nous exigeons :**

1. Que toutes les Parties coopèrent de bonne foi et dans un esprit de solidarité pour réaliser des progrès crédibles lors de la conférence. Le temps des retards et des excuses est fini. Le monde regarde et attend des résultats concrets, et nous ne pouvons pas nous permettre d'échouer.
2. Que les grands pollueurs augmentent leur ambition d'atténuation et annoncent des contributions déterminées au niveau national (CDN) améliorées qui sont conformes à l'objectif de 1,5 °C de l'Accord de Paris et reflètent leur juste part de l'effort mondial. Les CDN actuelles sont insuffisantes pour combler l'écart d'émissions et mettre le monde sur une voie sûre, écologiquement juste et durable. Cela exige que les pays développés fassent preuve de leadership et de responsabilité en réduisant leurs émissions à la source et en fournissant un soutien adéquat aux pays en développement pour leurs mesures d'atténuation. Ces pays ont l'obligation historique et morale d'accompagner les pays en développement dans leur transition vers un développement sobre en carbone et de les indemniser pour les pertes et dommages causés par le changement climatique.
3. Que les pays développés prennent des mesures urgentes et concrètes pour augmenter leur financement de l'adaptation en fonction des besoins pour l'Afrique. Nous les exhortons à s'engager sur une feuille de route claire et transparente pour intensifier leur soutien et à veiller à ce qu'au moins 50 % du financement climatique fourni par les pays développés soit alloué à l'adaptation et à l'information sur les subventions. Nous soulignons qu'il s'agit d'une question de justice et d'équité, car l'Afrique est la région la plus vulnérable aux impacts du changement climatique, bien qu'elle contribue le moins à ses causes. Nous soulignons également que le financement de l'adaptation est essentiel pour renforcer la résilience et la capacité d'adaptation de nos communautés, de nos écosystèmes et de nos économies. Nous appelons les pays développés à tenir leurs promesses et à respecter leurs obligations au titre de l'Accord de Paris et de la CCNUCC. Nous attendons d'eux qu'ils rendent compte de leurs progrès et de leurs réalisations d'ici la fin de 2023 et qu'ils fassent preuve de solidarité et de partenariat avec l'Afrique pour faire face à la crise climatique.

4. L'objectif global d'adaptation doit recevoir l'attention qu'il mérite ; les parties doivent être plus décisives dans l'accélération des négociations sur ce point de l'ordre du jour. Le temps presse pourtant il y a tant à faire, depuis 2015, on tourne en rond sans plan d'action clair sur cet agenda. Il s'agit d'une année décisive pour ce programme car le temps passe pour le programme de travail sur l'objectif mondial d'adaptation. Nous appelons les parties à établir clairement des objectifs solides dans le cadre du GGA qui renforceront l'ambition d'adaptation, et en même temps à veiller à ce qu'un point permanent de l'ordre du jour soit établi sur l'objectif mondial d'adaptation au-delà des deux ans de programme de travail de Glasgow- Sharm -El -Sheikh sur l'objectif mondial d'adaptation qui s'achève cette année.
5. Que toutes les parties travaillent ensemble pour réviser la structure du financement climatique afin de s'assurer qu'elle est transparente, responsable, accessible et adaptée aux besoins et aux priorités des communautés africaines. Plus précisément, nous appelons aux actions suivantes :
  - Les pays développés doivent respecter leur engagement à fournir au moins 100 milliards de dollars par an d'ici 2020 pour l'action climatique dans les pays en développement, et augmenter ce montant de manière significative dans la période post-2020 ;
  - Le Fonds vert pour le climat doit allouer au moins 50 % de ses ressources aux projets d'adaptation et privilégier l'accès direct et les modalités d'accès direct renforcées pour les pays africains ;
  - Le Fonds d'adaptation doit être reconstitué et pérennisé en tant qu'instrument clé pour soutenir les efforts d'adaptation des pays les plus vulnérables dans le cadre de l'Accord de Paris ;
  - Le Centre et réseau des technologies climatiques doit renforcer son soutien au développement et au transfert de technologies en Afrique, en particulier pour les solutions locales appropriées et basées sur la communauté ;
  - Le Mécanisme international de Varsovie sur les pertes et dommages doit opérationnaliser ses fonctions d'action et de soutien et établir une facilité de financement, en concurrence avec un mécanisme de reconstitution des ressources pour faire face aux impacts irréversibles du changement climatique en Afrique, au plus tard à la COP28.

Nous pensons que ces actions sont nécessaires et urgentes pour faire respecter les principes d'équité, de justice et de droits humains dans la réponse mondiale au changement climatique. Nous sommes solidaires de toutes les personnes et de tous les mouvements qui luttent pour une transition juste vers un avenir sobre en carbone et résilient. Nous continuerons de surveiller et

de nous engager dans le processus de la CCNUCC et de tenir nos gouvernements et autres parties prenantes responsables de leurs engagements et actions.

- FIN -